

Al Huffington post – Maghreb – 12 oct

En Libye, les milices contrôlent l'Etat par en bas

HuffPost Maghreb | Par Sandro Lutyens

On l'avait presque oubliée. Depuis la mort de Mouammar Kadhafi le 20 octobre 2011, la Libye, qui entamait alors sa transition, est tombée dans l'ombre de la guerre syrienne, du conflit malien et du coup d'Etat égyptien.

"Il y a des affrontements, des règlements de comptes presque tous les jours, mais cela n'intéresse personne car c'est le plus souvent entre Libyens", ironise le spécialiste Patrick Hamzaideh. Rien de moins sensationnel qu'un lent processus boiteux.

Jusqu'à ce que les Etats-Unis décident de venir y "poursuivre ses ennemis" en y capturant "légalement" Abou Anas al-Libi, leader présumé d'Al-Qaïda, dans le cadre d'une opération des forces Delta à Tripoli. Jusque-là, tout paraît encore dans l'ordre des choses: la même nuit, les Navy Seals avaient extrait Ikrima, chef militaire présumé des Shebab somaliens, de sa villa de Barawe. Entre la Libye et la Somalie, le Pentagone ne fait pas de jaloux.

Mais depuis le bref enlèvement jeudi matin du Premier ministre Ali Zeidan, la Libye a définitivement récupéré la vedette. Entre l'absurde et le cocasse, cet épisode confirme surtout que l'Etat, à l'image de son chef de gouvernement, est plus que jamais à la merci des canons.

Enlevé, séquestré, relâché: pagaille en trois actes

L'enlèvement d'Ali Zeidan aurait été un acte de rétribution en réponse à son laxisme vis-à-vis des Etats-Unis. Alors que le gouvernement avait affirmé ne pas avoir été au courant de l'opération américaine, des milices ont accusé le Premier ministre de connivence.

La milice "Chambre des révolutionnaires" a revendiqué l'enlèvement, et aurait été épaulée par une deuxième, la "Brigade de lutte contre le crime". Leurs hommes, qui dépendent officieusement des ministères de l'Intérieur et de la Justice, ont embarqué Ali Zeidan de force pour le séquestrer au ministère de l'Intérieur, théoriquement sous l'autorité du Premier ministre, avant de le libérer quelques heures plus tard. Les miliciens affirment avoir agi sur ordre du procureur général, mais le ministère de la Justice a nié toute participation.

Entre démonstration de force et mise en scène de malentendus, cette affaire vient confirmer la déliquescence d'un Etat qui n'a d'Etat que le nom.

L'Etat dans l'Etat

"Il n'y a pas de milice en Libye", avait récemment déclaré Ali Zeidan sous la pression de ceux qui préfèrent être désignés en tant que "révolutionnaires" (thowars). La presse francophone peine également à les définir, faisant souvent appel au terme flou d' "ex-rebelles".

Le pouvoir central est fortement dépendant des milices. Sur les environ 300 milices en place aujourd'hui, plus de la moitié sont théoriquement à la solde des ministères. Le gouvernement a choisi de les coopter plutôt que de les combattre.

Tel est le cas du Conseil militaire de Tripoli. "Il est soutenu et supervisé par l'Etat et opère en coordination avec le ministère de l'Intérieur, le ministère de la Défense et le CNT [Conseil National de Transition, aujourd'hui Conseil Général National, ndlr]", expliquait Yasser Ben Halim, un de ses responsables, au Libya Herald en mai dernier. Yasser en dirige une des unités, la "Force de protection". Contre toute attente, les prérogatives des milices dépassent les questions sécuritaires.

"Nous sommes parfois appelés pour régler des différends familiaux – ce n'est pas notre spécialité, mais nous devons le faire", raconte Yasser. "Nous n'avons pas encore d'Etat. Quand nous en aurons formé un, nous n'aurons plus besoin de faire tout ça".

Les forces gouvernementales n'ont pas la même expérience du combat et les mêmes réseaux sur le terrain que les miliciens. Alors, les ministères payent les milices pour les remplacer. "Le ministre sait très bien que les membres de la police n'en sont pas capables", affirme Yasser Ben Halim.

L'Etat en place n'a, de fait, aucun pouvoir. "Dans le sens régalien du terme, il n'est pas en mesure d'exercer la violence légitime", explique le spécialiste de la Libye Patrick Hamzaideh.

Le retour de bâton: un Etat en otage

Parce qu'elles détiennent le monopole de la violence, les milices sont plus nécessaires à l'Etat que l'Etat ne l'est aux milices. Certaines sont mêmes indispensables. "A l'heure actuelle, le Conseil militaire de Tripoli est l'unique organisme vers lequel les citoyens peuvent se tourner pour déposer une plainte", rappelle Yasser. Le pouvoir officiel s'en retrouve de fait dépendant de plusieurs groupes à la fois, libres d'agir en toute impunité.

Le "Bouclier libyen" est une milice de Benghazi sponsorisée par le gouvernement. Début juin, ses hommes abattent 27 manifestants civils qui avaient tenté de prendre d'assaut leur quartier général, demandant le retour aux affaires de la police officielle.

La domination des milices a accouché d'un climat sécuritaire particulièrement instable. Certains groupes sont en concurrence. Entre juin et juillet 2013, des douzaines de personnes ont été tuées au cours de heurts entre les différentes milices. Le 26 juillet, l'avocat Abdelsalam al-Mismari, personnalité publique très en vue, est assassiné à la sortie de la prière du vendredi.

Comment les armes font de la politique

Mais au-delà d'une omnipotence sur le terrain, leur position de force permet aux milices rattachées au pouvoir d'imposer leur agenda à leur "employeur". En mars 2013, le Congrès national général (CNG), plus haute autorité du pays, ordonne l'évacuation des brigades armées de la capitale. L'ordre n'a jamais été exécuté. Qui, en effet, aurait pu se charger d'une telle opération, si ce n'est les brigades elles-mêmes?

Un mois plus tard, un débat public autour de la gestion de la transition divise les hauts responsables. Devait-on exclure les anciens collaborateurs de Kadhafi du pouvoir? Favorables à une exclusion, des milices assiègent deux ministères pendant 15 jours. Après leur départ, Othmane Bensassi, conseiller du Premier ministre de l'époque, tente d'expliquer la fin du siège sur RFI:

"Il y a eu beaucoup d'intervenants. Il y a eu une manifestation vendredi à Tripoli. Enormément de gens sont allés les voir, et notamment des habitants du quartier qui sont aussi armés, pour leur dire qu'il ne faut pas rester dans leur quartier parce que ça les gêne et que le gouvernement doit travailler dans la sérénité [...]. J'espère qu'ils ne reviendront pas de la même manière. Ils peuvent manifester bien évidemment sur la place publique mais sans armes".

Le discours de bonne volonté du fonctionnaire contraste avec la réalité des faits. Les miliciens ont levé le camp parce qu'ils ont obtenu gain de cause. La loi sur l'exclusion entre en vigueur le 5 juin.

Les armes de la révolution

La sphère politique libyenne se définit selon des allégeances tribales, et non en termes d'idéologies "islamistes" ou "libérales". En octobre 2012, le CGN avait ainsi élu Mohamed Mougharief à la présidence, alors que sa formation n'avait obtenu que 3 sièges sur 80 lors des élections.

"L'Assemblée semble déjà détachée du pays réel", commentait alors Patrick Haimzadeh dans le Monde Diplomatique.

Les milices jouissent au contraire d'une double légitimité. La première, révolutionnaire, fait référence à leurs exploits contre le régime de Kadhafi. La deuxième est celle des armes, issues, elles aussi, de la révolution.

Selon les agences de renseignements occidentales, la Libye détiendrait le plus important stock d'armes non-sécurisées au monde. Depuis 2011, des millions de tonnes d'armes ont été portées disparues. "Le problème", dénonçait récemment Ali Zeidan, "c'est que les armes sont disponibles partout".

Début octobre, Ali Zeidan déclarait sur la BBC que des "groupes" cherchaient à "assassiner les gens et à semer la terreur dans le pays". Il ne croyait pas si bien dire. Quelques jours plus tard, le Premier ministre est enlevé par des "ex-rebelles" théoriquement à sa solde.